



OMI: INFORMATION OMI: INFORMACION OMI: INFORMAZIONI OMI: NACHRICHTEN OMI: WIADOMOŚCI

Documentation N° 280 (français)

janvier 2008

SRI LANKA

Un pays à la recherche de son identité, p. 3

Oswald B. Firth, o.m.i., Assistant Général

Les Missionnaires Oblats à Sri Lanka, p. 7

A. Jeevendra Paul, o.m.i.

Ces articles ont été publiés d'abord dans la revue oblate
italienne, *Missioni OMI*, août-septembre 2007.

SRI LANKA

Un pays à la recherche de son identité

Oswald B. Firth, o.m.i., Assistant Général

Une légende veut que cette île de 65 610 km² ressemble en tout au paradis dont parle la Bible. Le climat, les chutes d'eau, les collines aux plantations de thé luxuriantes, la faune et la flore exotiques, les vastes étendues de champs de riz, les jardins abondants de plantes médicinales, les plages bordées de palmiers et la vie calme des villages sont une preuve suffisante du fondement de cette légende dans la réalité. Aujourd'hui, cependant, ce «paradis» s'est transformé en l'un des terrains les plus sanglants d'Asie.

Aujourd'hui, une population de près de 21 millions d'habitants de cette île gracieuse est à la recherche de son identité. La majorité cinghalaise (74 %) soutiendra qu'elle est leur unique patrie, en se basant sur une chronique épique, *The Mahawamsa*, qui est plus mythique qu'historique. Les 12 % de Tamouls revendiquent également le Nord et l'Est du pays comme leur patrie traditionnelle où ils vivent depuis des temps immémoriaux et où ils pensent pouvoir vivre en paix et en sécurité. Les musulmans, qui forment 8% de la population, réclament également leur droit à une place dans la société de Sri Lanka et exigent d'être traités également comme citoyens dans toutes les sphères de la vie.

Une identité commune depuis que le pays a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne, en 1948, semble encore un rêve bien lointain. De nombreux traités garantissant un traitement égal des minorités ont été réduits en morceaux. Près de 65 000 personnes de toutes les communautés ont perdu la vie au cours d'une guerre fratricide, et plus d'un million de personnes ont été déracinées ou chassées du pays, par souci de sécurité. Alors, une identité commune est peut-être une aspiration amorphe qui ne se réalisera jamais. Ce qui se vit aujourd'hui à Sri Lanka est un «paradis perdu». Les blessures causées par des années de haine et de méfiance

entre les communautés sont tellement profondes que nous craignons qu'elles ne puissent jamais guérir de notre vivant.

Une indépendance défectueuse

Alors que les chefs des trois communautés prenaient la place des dirigeants britanniques dans l'Île, en 1848, avec le temps, les Tamouls, qui étaient en majorité dans le Nord et l'Est de Sri Lanka, commençaient à exiger une plus grande autonomie dans différents domaines de gouvernement, parce qu'ils sentaient que les privilèges dont jouissaient les Cinghalais ne leur étaient pas accordés également. Des conditions assurant l'usage égal de la langue tamoule, des chances égales d'accéder à une éducation universitaire et des projets de développement économique pour le Nord et l'Est n'ont jamais qu'à peine été appliquées par un gouvernement qui était dirigé surtout par des Cinghalais. Par opportunité politique, les dirigeants cinghalais ont ignoré et même nié le fait que la société de Sri Lanka soit multiethnique, multilingue et multiculturelle.

Les demandes répétées des dirigeants tamouls d'être traités comme des citoyens égaux de Sri Lanka sont tombées dans des oreilles de sourds. Les protestations non violentes des Tamouls pour obtenir qu'on accepte leurs justes revendications et qu'on leur reconnaisse leurs droits politiques ont été souvent étouffées dans la violence. Les frustrations ont atteint leur point culminant en 1983, lorsque les jeunes Tamouls ont eu recours aux armes contre l'État. Toutes les tentatives pour résoudre la crise par la négociation ont abouti à un échec. Même les accords de cessez-le-feu négociés par la Norvège en février 2002, qui ont réduit radicalement le nombre des morts et ont donné le ton à un accord négocié entre les Tigres de libération et le

gouvernement, ont finalement échoué en raison du refus de ce dernier de respecter les clauses de l'entente qui demandaient le retrait des militaires des maisons privées et des édifices publics, comme les écoles, et qui empêchaient plusieurs familles du Nord et de l'Est de s'embaucher dans leur gagne-pain légitime. Depuis lors, les deux partis n'ont pas eu la volonté politique de faire fonctionner les accords de cessez-le-feu, avec pour résultat des violations de ses clauses de part et d'autre.

Répondant à une question qui lui était posée à propos de Sri Lanka, le professeur Amartya Sen, prix Nobel, remarquait, le 23 mai 2007, que Sri Lanka, à ses premiers pas dans l'indépendance, réussissait à mettre sur pied pour sa population un bon nombre de programmes sociaux tels que l'éducation, les soins de santé gratuits, ce qui aurait dû contribuer à la paix dans le pays. Mais, en prenant la décision de maintenir le statut exclusif du bouddhisme et des Cinghalais, il isolait les autres parties de la société, les empêchant d'avoir un sens d'identité nationale. Il n'est plus vraisemblable que l'État revienne sur sa position. Sri Lanka n'a pas pris conscience de la richesse de sa pluralité, dit le professeur Sen devant un auditoire compact à Oslo.

Une société pluraliste brisée

Sri Lanka, qui possède l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés d'Asie et où les quatre principales religions, bouddhisme, hindouisme, islam et chrétienté, se réclament d'adhérents dans une population de vingt millions, pourrait servir de modèle de coexistence entre ethnies et d'harmonie entre religions. L'espoir de voir naître, dans toute l'Asie, un tel idéal de société pluraliste est aujourd'hui très mince et même inexistant. Dans certains cas, la religion est devenue une arme politique pour proclamer un état unitaire et uniforme, où les minorités ethniques et religieuses sont soupçonnées d'être favorables aux Tigres de libération ou aux terroristes. Toute organisation civique manifestant en faveur de la paix et d'un accord négocié de la crise qui persiste est perçue comme opposée au gouvernement et soumise au harcèlement de la police.

Au cours d'un entretien ayant pour titre *L'évasif processus de paix de Sri Lanka – un rôle pour le gouvernement des États-Unis* qu'il donnait au

Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) de Washington, M. Paikiasothy Saravanamuttu, Ph. D., directeur du groupe de réflexion de Colombo du Centre sur les options politiques, caractérisait Sri Lanka comme «le pire endroit dans le monde pour la population civile, au cours des quinze derniers mois» et parla de la nécessité d'une prise de conscience plus grande pour que la dimension humanitaire redonne vie au processus de paix.

On dit que, lorsque les éléphants se battent entre eux, ce sont les pauvres fourmis qui se font écraser. Cette métaphore s'applique très bien à la crise actuelle de Sri Lanka. Pendant que le gouvernement de Sri Lanka livre la guerre aux Tigres de libération, ce sont les pauvres civils qui sont pris dans le feu croisé ou chassés de leurs foyers. L'espace qu'occupent les violations des droits de la personne continuera de s'accroître, soutenait gravement M. Saravanamuttu, pendant que les parties maintiennent le recours aux armes où, à présent, le gouvernement de Sri Lanka et les Tigres de libération sont devenus des copies conformes l'un de l'autre.

Les violations des droits de la personne

L'un des facteurs les plus déshumanisants de la phase actuelle de la guerre est la violation flagrante et à une grande échelle des droits de la personne. Des centaines de milliers de civils innocents des zones de guerre ont été chassés de leurs foyers. Presque tous ont perdu leurs biens et sont dans l'impossibilité de subvenir à leur subsistance. Cela est particulièrement vrai des cultivateurs et des pêcheurs dont les heures de travail ont été restreintes par des couvre-feux incessants. La plupart des enfants sont privés d'éducation et certains d'entre eux ont été entraînés dans la guerre, comme des «enfants soldats», tant par les Tigres de libération que par les factions alignées sur les forces de sécurité gouvernementales. Enlèvements et extorsions sont devenus choses communes; les journaux rapportent qu'un enlèvement a lieu toutes les quinze minutes. Ceux qui commettent ces crimes sont encore à identifier et à traduire en justice. Les enlèvements sont principalement le fait d'hommes d'affaires tamouls et musulmans, et il y a de fortes chances que les forces de sécurité du gouvernement soient impliquées dans au moins quelques-uns de ces

crimes. Chaque fois que les combats s'intensifient, des civils servent de boucliers humains et les déplacements forcés, sans protection suffisante, sont maintenant des faits courants.

Un autre objet des violations des droits de la personne a été les universités de l'Est et du Nord. Il y a plusieurs mois, on a enlevé le vice-chancelier de l'Université de l'Est et on ignore encore où il est détenu. Le 7 mai 2007, au cours d'une rencontre à laquelle assistaient l'Évêque de Jaffna, M^{sr} Thomas Savundtanayagam, le commandant de l'Armée de Jaffna, au Nord, le major général G.A. Chandrasiri, le vice-chancelier de l'Université de Jaffna, le professeur Balasundarampillai, et les responsables des organismes non gouvernementaux, l'Évêque demandait que l'on relâche immédiatement quatre étudiants universitaires qui avaient été enlevés et condamnait les menaces de mort adressées au personnel universitaire.

Il y a eu plusieurs cas d'employés des agences humanitaires kidnappés et assassinés. Les enquêtes sur de tels cas ont souvent été empêchées par la bureaucratie de l'état. L'assassinat de dix-sept employés de l'organisation internationale non gouvernementale *Action contre la faim*, et l'enlèvement et le meurtre de deux responsables de la *Croix rouge internationale*, en plein jour, sont des exemples typiques. Il faut dire que tant le gouvernement que les Tigres de libération, et aussi les factions armées qui errent à travers le pays, sont responsables de ces nombreuses violations.

L'incident le plus récent, survenu le 7 juin 2007, a été l'éviction forcée, dans le calme de la nuit, de près de 400 Tamouls habitants à Colombo et leur déplacement par autobus vers la zone de guerre. Heureusement, la Cour suprême a déclaré ce geste contraire à la Constitution et violant des droits fondamentaux de la personne. La tempête de protestations publiques, l'opposition du Parlement et la presse ont joué un rôle vital dans la condamnation de ce geste honteux qui apportait une justification de plus aux revendications des Tigres de libération d'un état séparé. S'adressant à la BBC, le 13 juin 2007, le ministre britannique des affaires étrangères, Kim Howells, déclarait : «Les enlèvements doivent prendre fin, les violations des droits de la personne doivent cesser... Le genre

de tactiques utilisées pour éliminer les Tamouls des banlieues de Colombo ne doit jamais plus se reproduire.»

Les violations des droits de la personne ont atteint un tel degré de consternation et d'effroi qu'on a tenté par tous les moyens d'empêcher les agences internationales d'enquêter sur elles. Récemment, les forces de sécurité n'ont pas permis à la Commissaire des Nations Unies, M^{me} Louise Arbour, de rencontrer les citoyens de Jaffna, le 12 octobre 2007, pour écouter leurs doléances, sous prétexte que le gouvernement sri lankais avait pris les mesures nécessaires pour contrer de telles violations. Près de 2000 personnes s'étaient rassemblées, depuis 7 h, près du bureau du Haut Commissariat des Nations Unies, sur le chemin Templer, à Jaffna, afin de la rencontrer. Ils furent chassés à son arrivée sur les lieux (*Lanka News*, 16 octobre 2007).

C'est un fait que «Sri Lanka est aussi témoin d'une érosion constante de l'indépendance et de l'efficacité de plusieurs de ses institutions démocratiques, y compris la police, le service public, le Parlement, le ministère de la Justice, les tribunaux et, plus récemment, la commission des droits de la personne et la commission de la police» (Lettre adressée, le 10 octobre 2007, à M^{me} Arbour, haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, par 38 organisations des droits de la personne de Sri Lanka).

Ce qui dépasse l'imagination est le fait que le gouvernement, dans son budget de l'année 2007-2008, ait attribué 1, 4 milliard de dollars US (166 milliards de roupies sri lankaises) à la défense, soit 17, 9% du budget, alors qu'il alloue un maigre 5, 25% à l'éducation et une parcelle de 6, 1% à la santé et un reste de 3,7 % à l'agriculture (*Sunday Leader*, le 14 octobre 2007). Sri Lanka, le pays où le Bouddhisme a pris racine, il y a plus de 2 500 ans, est en train de perdre rapidement sa caractéristique de pays du «Compatissant» et se dégénère graduellement pour devenir un état sans conscience.

Une issue à la crise

Une question s'est posée maintes fois, à savoir si, après près de vingt-cinq ans de combat entre l'armée et les Tigres de libération, avec plus de 65 000 morts

et des centaines de milliers de déplacés, il n'y a pas d'issue à cette crise. Plusieurs tentatives de solution par le dialogue ont échoué par manque de volonté politique de la part du gouvernement. Il y a aussi l'intransigeance de la part des militaires, les partis politiques extrémistes comme le Parti du patrimoine national (JHU), parti des moines bouddhistes, le Front de libération du peuple (JVP), parti nationaliste extrémiste, qui veulent résoudre la crise en affaiblissant ou en éliminant totalement les Tigres de libération, quel que soit le coût en vies humaines et en dégâts matériels. Les Tigres de libération, pour leur part, ont des munitions, des fonds provenant de la diaspora tamoule à l'étranger, des années d'expérience dans l'art de la guerre; ils sont donc déterminés à combattre le gouvernement jusqu'à ce que l'on trouve une solution politique satisfaisante. Le parti nationaliste extrémiste cinghalais exige un «état unitaire cinghalais» avec le bouddhisme comme religion nationale. Les modérés optent pour un «état fédéral» fondé sur une constitution multiconfessionnelle et multiethnique. D'autres soutiennent qu'une intervention externe immédiate, par les Nations unies, par exemple, est nécessaire pour mettre fin au chaos et amener les parties en guerre à la table des négociations. Quelles que soient les solutions proposées, nous, Sri Lankais, de concert

avec nos chefs religieux et nos groupes de réflexion politiques, aurons à concevoir le modèle de gouvernement qui convient le mieux à ce pays, avec la ferme intention de le faire fonctionner.

Pour le président Mahinda Rajapakse, arrivé au pouvoir il y a vingt et un mois avec une mince majorité, le gouvernement est en train de gagner la guerre et les Tigres de libération doivent être affaiblis avant d'amener leurs chefs à la table des négociations. Pour le gouvernement, il s'agit d'une guerre contre le terrorisme et la violation des droits de la personne et la suppression de la liberté de presse, la dissolution des manifestations pour la paix, les morts, les déplacements de population et les désastres économiques sont les conséquences nécessaires que la population doit subir jusqu'à ce que le gouvernement ait achevé sa tâche. La question demeure : combien de morts et de violations des droits de la personne sont encore nécessaires avant que le gouvernement n'atteigne ses objectifs ? En dernière analyse, le Sri Lanka sera-t-il un pays construit dans le sang et les souffrances de son propre peuple ? Le gouvernement a peut-être oublié qu'il tue ses propres gens, sans tenir compte qu'ils sont des Cinghalais, des Tamouls ou des musulmans.

Les Missionnaires Oblats à Sri Lanka

A. Jeevendra Paul, o.m.i.

Des missionnaires venus d'Europe

La présence dans l'île de Sri Lanka (qui portait alors le nom de Ceylan) remonte à 1847, lorsque Eugène de Mazenod, alors évêque de Marseille, a envoyé dans l'île quatre missionnaires oblats européens. Sri Lanka est le premier amour du Fondateur dans le continent asiatique. On y trouve aujourd'hui deux provinces à part entière : la province de Colombo et celle de Jaffna. La première a le bonheur de compter 159 membres, y compris 33 scolastiques. Celle de Jaffna compte 107 Oblats, y compris ses 30 scolastiques. Quant à leur âge, la plupart des Oblats sont jeunes. Que plusieurs autres jeunes aspirent à devenir Oblats à Sri Lanka est un signe d'espoir pour l'ensemble de la Congrégation et de l'Église. Les Oblats forment la plus grande congrégation religieuse masculine du pays. Ils exercent activement une grande variété de ministères dans presque tous les onze diocèses de l'île.

La vie et le ministère de ces Oblats ardents du passé et les riches traditions et l'héritage que les missionnaires européens ont laissés sont encore vivants dans la mémoire des gens. Leur grande vision et leur contribution à la mission peuvent se résumer comme suit :

Un passé glorieux

- L'édification d'une Église locale et la formation d'un clergé autochtone.
- La construction d'un grand nombre d'églises et de plusieurs institutions catholiques.
- Leurs activités missionnaires de pionniers et leur témoignage profond d'être «très proches des pauvres gens».
- Plusieurs Oblats remarquables ont laissé une marque indélébile dans la vie des gens par leur excellence et leur créativité, surtout dans leurs équipées missionnaires et dans les domaines de

l'éducation et du développement.

--Sri Lanka a, à son tour, commencé à envoyer des missionnaires à l'étranger pour fonder de nouvelles missions en Inde, au Pakistan et au Bangladesh, tout en envoyant de nombreux missionnaires en Asie, en Océanie, en Afrique et même en Europe.

Les Oblats du pays

Il ne reste plus, aujourd'hui, à Sri Lanka, que quatre Oblats originaires d'Europe à la retraite. Leur vision et leurs responsabilités sont, cependant, maintenues fidèlement par les Oblats du pays. La vocation oblate est toujours actuelle et appropriée, même en ces temps de changements rapides et de besoins nouveaux qui se font sentir. Les Oblats poursuivent, d'une façon remarquable, leurs engagements qu'ils renouvellent avec zèle et créativité.

Toujours prêt à changer

Fidèles à leur vocation missionnaire, ils font constamment l'expérience de transition de structures traditionnelles à de nouvelles formes de ministère. Dans le passé, la plupart des Oblats étaient des prêtres de paroisse ou des administrateurs diocésains. C'était les besoins du temps. Aujourd'hui, ils sont plus ouverts à de nouvelles formes de services humains à rendre en s'engageant dans des formes intégrales d'évangélisation, telles que la réinsertion sociale, l'aide psychologique et l'accompagnement spirituel, l'assistance aux déplacés, aux réfugiés, aux orphelins, aux veuves, aux enfants pauvres et aux décrocheurs scolaires. Ce sont les nouveaux pauvres de l'Église à Sri Lanka aujourd'hui.

La guerre civile et le raz-de-marée

Au cours des 25 dernières années, Sri Lanka a dû faire face à un conflit ethnique soutenu. On évalue à

plus de 75 000 le nombre de personnes tuées; plus de six cent mille ont quitté le pays pour chercher asile dans d'autres pays ; plus d'un million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays. La guerre civile a touché tous les secteurs de la société. En plus de cette situation malheureuse, le 26 décembre 2004, un raz-de-marée (Tsunami) a frappé les côtes du Nord-Est et du Sud de Sri Lanka. On compte 37 000 personnes de tuées dans ces régions côtières, plusieurs milliers manquant à l'appel et plusieurs centaines sans toit. Des centaines d'enfants ont péri dans les eaux et des centaines d'autres sont demeurés orphelins après que leurs parents eurent été emportés par les vagues du raz-de-marée.

De l'assistance dans les moments de souffrance

Devant ces situations d'infortune, les Oblats ont mis sur pied plusieurs plans de secours pour soulager les gens : construction d'abris temporaires, fourniture de nourriture et autres services d'urgence. Des centaines de collaborateurs et bienfaiteurs des Oblats de tous les coins du monde ont généreusement contribué financièrement à rendre efficace l'intervention des Oblats dans ces temps de grande nécessité.

Des foyers pour les enfants

Les Oblats dirigeaient deux grands orphelinats, l'un dans le Sud: le foyer Saint-Vincent à Maggona et l'autre dans le Nord : le foyer pour enfants Amala Aanai, à Mulankawil. À la suite du raz-de-marée, les Oblats de la province de Jaffna en ont mis sur pied trois autres pour les enfants victimes de ce désastre. Prendre soin de ces enfants défavorisés, pauvres et orphelins est un des besoins du temps. Répondre à ces besoins urgents est typique des Oblats.

Le mouvement de l'enfance

Le mouvement «La-kri-vi» (Enfants vaillants) a été fondé par les Oblats, qui en assument l'entière responsabilité. Il vise le développement intégral des enfants de Sri Lanka, sans distinction de race, de religion ou de sexe. Il s'adresse à tous les enfants de cinq à quinze ans. Il est dirigé par les enfants eux-mêmes avec l'assistance de volontaires qui servent d'animateurs.

Le but du mouvement est de créer un monde nouveau grâce aux enfants, avec le désir de les voir grandir spirituellement, physiquement et mentalement et, à travers le mouvement, développer leur personnalité et leurs qualités de responsables. Le mouvement compte actuellement plus de 9000 enfants formant quelque 400 cellules de village, dans 40 districts de l'île et sous la direction d'environ 450 jeunes volontaires qui servent d'animateurs. C'est un fait reconnu que toutes les activités de ces cellules aident les enfants à approfondir leur foi, alors que la présence et l'apport d'enfants d'autres confessions servent à promouvoir la connaissance et le respect des autres convictions et pratiques religieuses, ce qui est d'une grande nécessité dans une société à religions multiples comme celle de Sri Lanka.

Une approche psychologique et spirituelle

Les Oblats exercent aussi un ministère très spécialisé, à savoir l'assistance psychologique. Les cinq centres bien connus de counseling et de renouveau spirituel, tant dans Sud que dans le Nord de l'île, rendent des services uniques de guérison et d'accompagnement en aidant les gens à donner à leur vie un sens et une orientation. Les Oblats qui ont acquis, au Canada et aux États-Unis, une compétence dans ces domaines ont pu former bien des laïcs et continuent de rendre service à leurs clients dans leurs propres langues. Les programmes offerts ont sauvé plusieurs personnes de leurs blessures profondes, de leur tristesse et de leur propre destruction.

Les paroisses oblates

Les Oblats ont volontiers pris en charge des paroisses situées dans les secteurs de mission les plus difficiles des diocèses de Colombo, de Jaffna, de Mannar, de Trincolamee et de Badulla. Les évêques ont invité les Oblats à se charger de certaines régions pour de longues périodes; ils ont travaillé dur, consacrant argent et énergie à l'amélioration de la vie des gens. Il y a près de dix paroisses de ce genre dans le pays. Presque toutes les paroisses oblates sont situées en territoire missionnaire, à savoir là où la population n'est pas catholique, mais soit bouddhiste ou hindou et économiquement pauvre. Par profession, ce sont des travailleurs, des ouvriers des plantations ou des fermiers pauvres, victimes de discrimination sociale. Au sens littéral du mot, ce sont les plus délaissés.

Desservir ces paroisses n'est pas une tâche facile. Les missionnaires doivent parcourir de longues distances et leurs maisons n'ont souvent pas les commodités essentielles comme l'électricité ou l'eau courante, etc. Dans ces paroisses, les Oblats s'occupent de plusieurs programmes comme d'école maternelle, d'habilitation des femmes, d'activités non officielles d'éducation, de frais de scolarité et d'autres sources de revenus et ainsi de suite, dans le but de relever le niveau de vie des pauvres.

Une équipe de prédicateurs

Il est significatif que les Oblats soient connus par leur apostolat traditionnel sous le nom de Prédicateurs de grandes missions. L'équipe des prédicateurs a été mise sur pied en 1948, à la maison Nazareth de Wennappuwa, dans le diocèse de Chilaw. Une autre communauté du genre prenait forme à Jaffna en 1960; elle est aujourd'hui établie au «Amaithi-Aham» de Vavuniya, dans le diocèse de Mannar. Elle poursuit cette mission caractéristique des Oblats qui a été la première approche que le Fondateur a adoptée pour l'Église meurtrie par la Révolution française. Ces communautés ont entrepris ce ministère de la prédication comme ministère particulièrement voué à atteindre les gens à travers tout le pays. Cependant, avec les changements sociaux et économiques rapides et profonds qui ont eu lieu dans le pays, les provinces oblates remettent en question leur approche et adoptent de nouvelles méthodes pastorales dans le but d'obtenir de meilleurs résultats dans l'annonce de la Parole de Dieu. Elles ont recours, entre autres, aux moyens modernes de communications.

Le but de la prédication missionnaire est de susciter renouveau et réconciliation, tant chez les personnes que dans la communauté, d'entraîner le laïc à faire preuve de *leadership* et prendre sa part de responsabilités dans l'Église. C'est une chance et un moment de grâce pour les catholiques comme pour les non-catholiques, la plupart des événements ayant lieu au grand air et dans les rues. Ils sont donc accessibles à toute personne, qu'il importe sa foi. Ils s'arrêtent aux thèmes suivants : «Revenir à la maison»; «Le retour vers le Père» et «Jésus le bon Pasteur». Au cours des missions, les prédicateurs visitent les familles, instruisent et tiennent des ateliers, donnent des cours aux enfants, aux jeunes et aux

adultes, célèbrent l'Eucharistie avec chacun des groupes. Ils accordent priorité aux villages éloignés et aux paroisses et missions rurales. Utilisant les médias, ils rejoignent les catholiques et les non-catholiques par du théâtre de rue, des chemins de croix, la récitation du Rosaire et des processions du Saint-Sacrement dans les rues et sur les places publiques. Les prédicateurs oblates avec leurs soutanes blanches et leur croix sont des signes attirants et des images de Dieu s'adressant aux gens.

La dévotion mariale

Les Oblats du monde entier sont les promoteurs de la dévotion mariale. Les centaines d'églises dédiées à Notre Dame que Sri Lanka a le bonheur de posséder sont les résultats du travail missionnaire des Oblats. Ils y desservent des sanctuaires et des centres de renouveau spirituel au service des personnes qui leur sont confiées.

L'enseignement

Lorsque nous faisons le compte des Oblats diplômés, nous découvrons qu'un très grand nombre d'entre eux enseignent dans les écoles, universités et grands séminaires, dans des institutions d'enseignement aussi bien subventionnées par le gouvernement que privées. Ils trouvent là de bonnes occasions de rejoindre les jeunes en quête de spiritualité et d'accompagnement.

Au-delà des frontières, vers l'internationalité

Chez les jeunes Oblats, on découvre un grand désir de servir au-delà des frontières géographiques du pays, d'aller vers les pauvres et de répondre aux besoins les plus urgents de l'Église. Religieux pour qui l'internationalité est une valeur, les Oblats accordent beaucoup d'importance à la vie communautaire. Dans un pays qui connaît la violence, les divisions et les problèmes de méfiance, les Oblats, par des programmes suivis de renouveau et d'animation, s'efforcent de raviver et de renforcer une vie de communauté qui a été marquée par les circonstances et les barrières limitant les voyages et les communications. Ils essaient de favoriser la compréhension et la collaboration avec les Oblats des provinces voisines et avec les autres congrégations religieuses, en signe d'unité et de paix. Ces expériences

internationales, intercommunautaires et interconfessionnelles suscitent en eux un grand sentiment de bonheur en même temps qu'elles témoignent d'un christianisme authentique.

Le cadeau des vocations

Grâce à Dieu, le nombre des vocations à Sri Lanka est demeuré assez constant. Il y a deux juniorats, un à Colombo et l'autre à Jaffna, qui accueillent dans l'ensemble plus d'une centaine de junioristes. Chaque année, le prénoviciat forme de 10 à 15 candidats. Situé dans le climat frais de Bandarawela, le noviciat Sacré-Cœur reçoit les novices non seulement de Sri Lanka, mais aussi des autres délégations ou missions du Pakistan, du Bangladesh, de Corée et d'Indonésie. Deux autres maisons poursuivent la formation : le scolasticat oblat de Kandy, affilié au séminaire national Notre-Dame de Lanka, et le scolasticat De Mazonod, affilié au grand séminaire de Jaffna. Les Oblats font leur possible pour soutenir les vocations et assurer aux candidats une formation de qualité, qui leur permettra de devenir de dévoués missionnaires. Il importe grandement d'entretenir une collaboration multiculturelle et interprovinciale dans ce domaine. De plus, le défi de former des éducateurs et d'assurer la présence de plus d'un d'entre eux dans chaque maison de formation demeure constant. Pour permettre à tous leurs membres d'acquérir de nouvelles idées et de se maintenir à jour, les provinces accordent priorité à des programmes réguliers de formation continue.

Il vaut la peine de mentionner certaines des valeurs oblates qui font la force des Oblats de Sri Lanka.

--Le sens de l'internationalité; le soutien accordé par les Oblats des autres parties du monde est très important. Les Oblats des pays développés continuent de participer financièrement à la vie et à la mission des Oblats.

--En dépit des nombreux torts causés par la violence et les conflits ethniques, les Oblats sont demeurés fidèles à leur vocation, grâce à leur foi, à leur soutien mutuel, à leur détermination et à leur bonne volonté.

--Récemment, les Oblats, par leur labeur, ont pu connaître une croissance remarquable en établissant de nouvelles communautés oblates, en s'engageant dans de nouvelles voies, dans les ministères spécialisés qui convenaient et en renforçant certaines de leurs infrastructures.

--Dans le domaine de la formation continue, les membres des deux provinces ont eu l'occasion de poursuivre leur formation et de se renouveler afin de se rendre aptes à exercer leur mission dans un monde qui évolue rapidement et à relever les nouveaux défis qui se présentent en grand nombre.

--Parmi les litiges et les doléances résultant du conflit ethnique qui affecte le pays, les deux provinces de Colombo et de Jaffna ont su collaborer dans les domaines de l'administration, de la formation et de l'apostolat tout en continuant de promouvoir la justice et la paix.

DOCUMENTATION OMI est une publication non officielle
de l'Administration générale des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée
C.P. 9061, 00100 ROMA-AURELIO, Italie
Téléphone (39) 06 39 87 71 Fax: (39) 06 39 37 53 22
E-mail : information@omigen.org
<http://www.omeworld.org>